



Cellule d'analyse européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION

Programme de travail de la Commission pour 2020

COM (2020)37

Résumé:

En principe, seule la Commission européenne a le droit d'initiative en ce qui concerne la législation de l'UE. Elle présente chaque année un programme de travail. Le 29 janvier 2020, la Commission européenne a présenté son programme de travail 2020, qui est axé sur six grandes priorités. La transition vers une Europe équitable, numérique et neutre sur le plan climatique est un élément central de ce programme. La Commission européenne y annonce 43 nouvelles initiatives et propose le retrait de 32 initiatives législatives qui n'avaient pas encore été approuvées sous la Commission précédente.

1. Contexte

La Commission européenne a présenté son programme de travail 2020 le 29 janvier 2020.

Le programme de travail 2020 est axé sur les six grandes priorités définies par la présidente de la Commission européenne, Mme Von der Leyen, dans ses orientations politiques. Il reflète également les principales priorités du Parlement européen et celles contenues dans l'agenda stratégique du Conseil européen pour 2019-2024.

La Commission souhaite établir une relation privilégiée avec le Parlement européen. Dans ce contexte, elle soutient un droit d'initiative pour le Parlement.

Outre la transition vers une Europe équitable, numérique et neutre sur le plan climatique, les objectifs de développement durable des Nations unies sont au cœur de l'élaboration des politiques de la Commission européenne.

Le programme de travail met l'accent non seulement sur le climat et la numérisation, mais aussi sur les flux migratoires, les soins de santé et les négociations en vue d'un nouveau partenariat avec le Royaume-Uni.

Le programme de travail contient à la fois des documents politiques et des propositions de nature législative, qui ont un impact sur les politiques et la législation des États membres.

2. Contenu

Les lignes directrices du programme de travail 2020 sont, en résumé, les suivantes:

Pacte vert:

Dans le cadre de la feuille de route relative au Pacte vert pour l'Europe, la Commission européenne annonce 29 propositions législatives en 2020, dont la première loi européenne sur le climat, qui sera présentée en mars 2020. Étant donné que le Pacte vert entraînera des changements profonds, la Commission européenne édictera un pacte pour le climat, qui comptera sur la participation active et l'engagement des citoyens. Ce pacte pour le climat rassemblera les citoyens dans toute leur diversité et associera toutes les parties prenantes possibles: les autorités (nationales, régionales, locales), la société civile et les entreprises.

Numérisation:

Une nouvelle stratégie européenne en matière de données permettra à l'UE de tirer le meilleur parti de la valeur des données à caractère non personnel, qui constituent un atout réutilisable et sans cesse grandissant pour l'économie numérique. Un livre blanc sur l'intelligence artificielle sera élaboré afin de soutenir son développement et de garantir le respect des droits fondamentaux. Dix propositions législatives sur la numérisation seront présentées en 2020.

Économie et Société:

Sur le plan social: La Commission européenne prépare un plan d'action destiné à mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux. La Commission élaborera une réglementation visant des salaires minimums équitables pour les travailleurs de l'Union européenne et une proposition relative à un régime européen de réassurance chômage (notamment en soutenant la reconversion professionnelle des chômeurs).
Sur les plans financier et économique: Les États membres seront consultés à propos du pacte de stabilité et de croissance. La Commission européenne souhaite approfondir et parachever l'union des marchés des capitaux et l'union bancaire. En outre, il y aura un plan d'action visant à lutter contre la fraude fiscale ainsi qu'un plan d'action sur l'union douanière.

L'Europe dans le monde:

La Commission européenne entend se profiler comme une Commission géopolitique, en accordant une attention à un nouvel accord de partenariat avec les pays ACP, à certains aspects de l'élargissement, à la réforme de l'OMC, au partenariat oriental et au partenariat avec les Balkans occidentaux (notamment en ce qui concerne l'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord).

Mode de vie européen:

Santé: La Commission européenne présentera un plan européen de lutte contre le cancer et une stratégie pharmaceutique pour l'Europe en vue de continuer à garantir la qualité et la sécurité des médicaments.

Enseignement: L'espace européen de l'éducation devrait être une réalité d'ici à 2025. La Commission élaborera une stratégie en matière de compétences pour l'Europe, dans le but de mieux recenser et combler les pénuries de compétences et de soutenir la reconversion professionnelle.

Migration: La réforme de la politique européenne commune en matière d'asile visera à mettre en place un système d'asile et de migration plus efficace, plus humain et plus résilient, ce qui favorisera également la confiance dans l'espace Schengen de libre circulation.

Protection des personnes: La Commission présentera une stratégie de l'UE en matière de droits des victimes et une stratégie en faveur de la lutte contre les abus sexuels commis contre des enfants.

Démocratie européenne:

Par le biais d'un plan d'action pour la démocratie européenne, la Commission européenne entend améliorer la résilience de nos démocraties et s'attaquer aux menaces d'ingérence extérieure qui planent sur les élections européennes. La Conférence sur l'avenir de l'UE et le cycle d'examen de l'État de droit sont deux autres initiatives destinées à renforcer la démocratie européenne.

La Commission européenne annonce 43 nouvelles initiatives et propose de retirer 32 initiatives législatives qui n'avaient pas encore été approuvées sous la Commission précédente. Il y a 44 initiatives de simplification de la législation.

3. Fondement juridique:

L'article 17, paragraphe 2, du TUE, aux termes duquel le droit d'initiative en ce qui concerne la législation de l'UE appartient à la seule Commission européenne. Elle rédige des propositions législatives que les deux organes décisionnels, le Parlement européen et le Conseil, adoptent ou non.

Le contrôle par le Parlement européen du programme de travail de la Commission européenne est de plus en plus important pour l'optimisation de la légitimité démocratique de la gouvernance européenne.

4. Suivi au sein de la (des) commission(s) compétente(s) de la Chambre:

L'article 37ter, alinéa 1^{er}, du Règlement de la Chambre, prévoit ce qui suit : "À l'issue de la présentation du Programme législatif et de travail annuel de la Commission européenne au sein du comité d'avis pour les Questions européennes, chaque commission permanente définit ses dossiers prioritaires. La liste des dossiers prioritaires est communiquée au gouvernement après avoir été approuvée par la Conférence des présidents, dans la mesure du possible avant le 1^{er} janvier de l'année concernée. Un dossier prioritaire est mis à l'ordre du jour de la commission concernée dès sa publication."

Le programme de travail de la Commission européenne sera présenté le **mardi 10 mars 2020 à 10 heures** au sein du comité d'avis pour les Questions européennes par la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne.

5. Étapes suivantes au niveau européen

Comme chaque année, le Conseil, la Commission et le Parlement européen adopteront une déclaration conjointe sur les priorités pour 2020. Cette déclaration est attendue d'ici à fin mars 2020.

Pour en savoir plus:

COMMUNICATION DE LA COMMISSION:

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200037.do>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – biodiversité – ressources budgétaires - politique conjoncturelle - démocratie – développement durable - reprise économique - récession économique – politique énergétique – Europe des citoyens – politique financière – marché intérieur – politique climatique – protection de l'environnement - surveillance multilatérale - création d'emploi – politique sociale
------------------------------	--

24.02.2020

Rédaction: Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE

Werkprogramma van de COMMISSIE voor 2020

COM (2020)37

Samenvatting:

De Europese Commissie heeft in beginsel als enige het recht van initiatief m.b.t. EU-wetgeving en stelt jaarlijks een werkprogramma voor. Op 29 januari 2020 heeft de Europese Commissie haar werkprogramma 2020 voorgesteld, dat is toegespitst op zes kernprioriteiten. De overgang naar een eerlijk, klimaatneutraal en digitaal Europa staat centraal in het werkprogramma. De Europese Commissie kondigt 43 nieuwe initiatieven aan en stelt de intrekking voor van 32 wetgevingsinitiatieven die nog niet waren goedgekeurd onder de vorige Commissie.

1. Context

Op 29 januari 2020 heeft de Europese Commissie haar werkprogramma 2020 voorgesteld.

Het werkprogramma 2020 is toegespitst op de zes kernprioriteiten die Europees Commissievoorzitter Von der Leyen heeft uiteengezet in haar politieke beleidslijnen. Het werkprogramma weerspiegelt ook de belangrijkste prioriteiten van het Europees Parlement en die van de strategische agenda van de Europese Raad voor 2019-2024.

De Commissie wenst een bijzondere relatie met het Europees Parlement op te bouwen. In dit kader steunt zij een initiatiefrecht voor het Parlement.

Naast de overgang naar een eerlijk, klimaatneutraal en digitaal Europa, staan de doelstellingen voor duurzame ontwikkeling van de Verenigde Naties centraal in de beleidsvorming van de Europese Commissie.

Het werkprogramma beklemtoont niet alleen klimaat en digitalisering, maar ook de migratiestromen, gezondheidszorg en de onderhandelingen over een nieuw partnerschap met het Verenigd Koninkrijk.

Het werkprogramma bevat zowel beleidsdocumenten als voorstellen van wetgevende aard, die gevolg hebben voor het beleid en de wetgeving van de lidstaten.

2. Inhoud

De krachtlijnen van het werkprogramma 2020 zijn, samengevat, de volgende:

Green Deal: In de routekaart bij de Europese *green deal* kondigt de Europese Commissie 29 wetgevingsvoorstellen aan in 2020, waaronder de eerste Europese klimaatwet die in maart 2020 wordt voorgesteld. Omdat de *green deal* voor ingrijpende veranderingen zal zorgen, zal de Europese Commissie een klimaatpact uitvaardigen waarbij op een actieve participatie en betrokkenheid van de burgers wordt gerekend. Dit klimaatpact brengt de burgers in al hun verscheidenheid samen met alle mogelijke stakeholders: de overheden (nationaal, regionaal, lokaal), de civiele maatschappij en de ondernemingswereld.

Digitalisering: Een nieuwe Europese gegevensstrategie laat de EU toe de waarde van niet- persoonsgebonden gegevens optimaal te benutten als een steeds groter wordend en herbruikbaar goed in de digitale economie. Er komt een witboek over artificiële intelligentie om de ontwikkeling ervan te ondersteunen en de inachtneming van de grondrechten te garanderen. In 2020 komen er 10 wetgevingsvoorstellen over digitalisering.

Economie en Samenleving:

Sociaal: De Europese Commissie bereidt een actieplan voor ter uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten. De Commissie plant regelgeving over eerlijke minimumlonen voor werknemers in de EU en een voorstel voor een Europees herverzekeringstelsel voor werkloosheid (met o.a. steunverlening voor omscholing van werklozen).

Financieel en economisch: Er komt een raadpleging van de lidstaten over het stabiliteits- en groeipact. De Europese Commissie wenst de kapitaalmarkt- en bankenunie te verdiepen en te voltooien. Voorts zijn er plannen tot bestrijding van belastingontduiking en -ontwijking en is er het actieplan voor de douane-unie.

Europa in de wereld: De Europese Commissie wil zich profileren als een geopolitieke Commissie met aandacht voor een nieuwe partnerschapsovereenkomst met de ACP-Staten, aspecten van de uitbreiding, hervorming van de Wereldhandelsorganisatie, het Oostelijk partnerschap en het partnerschap met de Westelijke Balkan (o.a. toetreding Albanië en Noord Macedonië).

Europese levenswijze:

Gezondheid: Er komt een Europees kankerbestrijdingsplan en een farmaceutische strategie voor Europa om de kwaliteit en veiligheid van geneesmiddelen te blijven waarborgen.

Onderwijs: De Europese onderwijsruimte zou tegen 2025 een feit moeten zijn. De Commissie werkt aan vaardighedenagenda voor Europa die moet helpen tekorten aan vaardigheden op te sporen en te verhelpen en omscholing te ondersteunen.

Migratie: De hervorming van het gemeenschappelijk Europees asielbeleid zal beoogt een veerkrachtiger, humaner en doeltreffender migratie- en asielstelsel, dat het vertrouwen in het Schengengebied van vrij verkeer zal ondersteunen.

Bescherming van personen: De Commissie werkt aan een Europese strategie voor slachtofferrechten en aan een strategie tegen seksueel kindermisbruik en mensenhandel.

Europese democratie: Via een Actieplan voor Europese democratie wil de Europese Commissie de veerkracht van de democratieën verbeteren en externe inmenging in de Europese verkiezingen aanpakken. De Conferentie over de Toekomst van de EU en de toetsingscyclus voor de rechtsstaat zijn twee andere initiatieven die de Europese democratie nader vorm geven.

De Europese Commissie kondigt 43 nieuwe initiatieven aan en stelt de intrekking voor van 32 wetgevingsinitiatieven die nog niet waren goedgekeurd onder de vorige Commissie. Er zijn 44 initiatieven tot vereenvoudiging van de wetgeving.

3. Juridische basis:

Art. 17, lid 2, VEU, volgens hetwelk de Europese Commissie in beginsel als enige het recht van initiatief heeft m.b.t. EU-wetgeving. Ze stelt wetgevingsvoorstellen op die de twee besluitvormende organen, het Europees Parlement en de Raad, al dan niet goedkeuren.

De controle door het Europees Parlement op het werkprogramma van de Europese Commissie wordt steeds belangrijker voor het optimaliseren van de democratische legitimiteit van de EU-governance.

4. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

Art. 37 bis, eerste lid, Kamerreglement bepaalt: *“Na voorstelling in het adviescomité voor Europese aangelegenheden van het jaarlijkse wetgevings- en werkprogramma van de Europese Commissie, wijst elke vaste commissie de prioritaire dossiers aan. De lijst van prioritaire dossiers wordt na goedkeuring door de Conferentie van voorzitters aan de regering meegedeeld, zo mogelijk voor 1 januari van het betreffende jaar. Een prioritair dossier wordt in de betrokken commissie geagendeerd zodra het is bekendgemaakt.”*

Het werkprogramma van de Europese Commissie zal op **dinsdag 10 maart 2020 om 10 uur** worden voorgesteld in het adviescomité voor Europese aangelegenheden door de Permanente Vertegenwoordiging van België bij de EU.

5. Volgende stappen op Europees niveau

Zoals dit jaarlijks het geval is, zullen Raad, Commissie en Europees Parlement een gezamenlijke verklaring aannemen over de prioriteiten voor 2020. Deze verklaring wordt verwacht tegen eind maart 2020.

Om meer te weten:

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE:

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200037.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – biodiversiteit – budgettaire middelen - conjunctuurbeleid - democratie - duurzame ontwikkeling - economisch herstel - economische recessie - energiebeleid - Europa van de burgers - financieel beleid - interne markt – klimaatbeleid – milieubescherming - multilaterale bewaking - schepping van werkgelegenheid – sociaal beleid
------------------------------	--

24.02.2020

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be